



Statuts

de l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire



Statute

of the OECD Nuclear Energy Agency

OECD

OCDE

Statuts

de l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire



Statute

of the OECD Nuclear Energy Agency

AGENCE POUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE
ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

NUCLEAR ENERGY AGENCY
ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

1995

AVANT-PROPOS

Les *Statuts* de l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire (AEN) se présentent sous la forme d'une Décision adoptée à l'origine par le Conseil de l'Organisation européenne de coopération économique le 20 décembre 1957 et approuvée ultérieurement par le Conseil de l'OCDE le 30 septembre 1961. L'Agence ne comprenait alors que des pays Membres européens et portait le nom d'Agence européenne pour l'énergie nucléaire.

Au fur et à mesure de l'élargissement de l'Agence, les *Statuts* ont été amendés par des décisions successives du Conseil et le nom de l'Agence a été modifié en conséquence. Les *Statuts* ont enfin fait l'objet de plusieurs mises à jour par des Décisions du Conseil, respectivement en date du 5 avril 1978, du 10 décembre 1992 et du 13 juillet 1995.

*

* *

À l'heure actuelle, les pays Membres qui participent à l'AEN sont les suivants : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe également aux travaux de l'AEN.

FOREWORD

The *Statute* of the OECD Nuclear Energy Agency (NEA) takes the form of a Decision originally adopted by the Council of the Organisation for European Economic Co-operation on 20 December 1957 and subsequently approved by the OECD Council on 30 September 1961. At that time, the Agency's Members included European countries only, and it was called the European Nuclear Energy Agency.

In step with the Agency's growing membership, the *Statute* was amended by successive decisions of the Council, and the name of the Agency was changed accordingly. Finally, the *Statute* was modernised by several decisions of the Council, dated respectively 5 April 1978, 10 December 1992 and 13 July 1995.

*
* *

At present, the Member countries participating in the NEA are the following: Australia, Austria, Belgium, Canada, Denmark, Finland, France, Germany, Greece, Iceland, Ireland, Italy, Japan, Korea, Luxembourg, Mexico, the Netherlands, Norway, Portugal, Spain, Sweden, Switzerland, Turkey, the United Kingdom and the United States. The European Commission also takes part in the work of the NEA.

Statuts de l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire

(Tel qu'amendés au 13 juillet 1995)

PARTIE I

Article 1

a) Il est créé, dans le cadre de l'Organisation, une Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire (appelée ci-dessous l'«Agence»).

b) L'objet de l'Agence est de promouvoir, en tenant compte de l'intérêt public et de la nécessité de prévenir la prolifération de dispositifs nucléaires explosifs, le développement de la production et des utilisations de l'énergie nucléaire, y compris les applications des rayonnements ionisants, à des fins pacifiques par les pays participants au moyen d'une coopération entre ces pays et d'une harmonisation des mesures prises sur le plan national.

Article 2

La mise en œuvre des tâches confiées à l'Agence est assurée, sous l'autorité du Conseil, par le Comité de direction de l'énergie nucléaire (appelé ci-dessous le «Comité de direction»), par les organismes que ce dernier a créés conformément aux dispositions ci-dessous pour l'assister dans ses travaux ou pour remplir des fonctions d'intérêt commun à un groupe de pays et par le Secrétariat de l'Agence, qui fait partie du Secrétariat de l'Organisation.

Article 3

Le Comité de direction est compétent pour traiter toute question rentrant dans l'objet de l'Agence, aux conditions résultant des dispositions ci-dessous et des autres décisions du Conseil applicables.

Statute of the OECD Nuclear Energy Agency

(As amended on 13 July 1995)

PART I

Article 1

(a) There is hereby established within the framework of the Organisation an OECD Nuclear Energy Agency (hereinafter referred to as the “Agency”).

(b) Taking due account of the public interest and mindful of the need to prevent the proliferation of nuclear explosive devices, the purpose of the Agency shall be to further the development of the production and uses of nuclear energy, including applications of ionizing radiations, for peaceful purposes by the participating countries, through co-operation between those countries and a harmonization of measures taken at the national level.

Article 2

The tasks assigned to the Agency shall be carried out, under the authority of the Council, by the Steering Committee for Nuclear Energy (hereinafter referred to as the “Steering Committee”), by the bodies which the latter has established in conformity with the provisions set forth below to assist it in its work or perform tasks of common interest to a group of countries, and by the Secretariat of the Agency which shall form part of the Secretariat of the Organisation.

Article 3

The Steering Committee shall be competent to deal with any question relevant to the purpose of the Agency under conditions resulting from the provisions set forth below and from other applicable decisions of the Council.

Article 4

a) L'Agence devra promouvoir des études techniques et économiques et entreprendre des consultations relatives aux programmes et aux projets des pays participants intéressant le développement de la recherche et de l'industrie dans le domaine de la production et des utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, en collaboration avec les autres organes de l'Organisation pour les questions relevant de leur compétence.

b) À cet effet, les programmes et projets donneront lieu à un examen par le Comité de direction suivant une procédure qu'il déterminera.

Article 5

a) L'Agence devra promouvoir, lorsqu'il y aura lieu, la création d'entreprises communes dans le domaine de la production et des utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, en s'efforçant d'assurer la participation du plus grand nombre possible de pays.

b) Si un groupe de pays participants déclare son intention de constituer une entreprise commune, ces pays pourront convenir d'entreprendre entre eux, à leur propre charge, les travaux nécessaires à cet effet au sein de l'Organisation, quelle que soit la position prise par les autres pays participants. Les Groupes de travail ou les Syndicats d'études constitués conformément au présent paragraphe tiendront le Comité de direction informé de l'avancement et des conclusions de leurs travaux.

c) Lorsque des entreprises communes seront créées, sur l'initiative ou avec l'aide de l'Agence,

- i) Le Comité de direction – ou un Groupe restreint du Comité de direction comprenant les représentants des pays qui prennent part à l'entreprise – exercera toutes fonctions qui lui seraient confiées par les accords conclus pour la création des entreprises en cause ;
- ii) Les entreprises communes feront rapport chaque année au Comité de direction et, s'il y a lieu, à un Groupe restreint du Comité de direction, sur leur situation et leur développement ;

Article 4

(a) The Agency shall promote technical and economic studies and undertake consultations on the programme and projects of participating countries relating to the development of research and industry in the field of the production and uses of nuclear energy for peaceful purposes, in collaboration with other bodies of the Organisation in matters falling within their competence.

(b) To this end, the programmes and projects shall be examined by the Steering Committee according to a procedure to be laid down by it.

Article 5

(a) The Agency shall, where appropriate, promote the formation of joint undertakings for the production and uses of nuclear energy for peaceful purposes, endeavouring to secure the participation of the greatest possible number of countries.

(b) If a group of participating countries declares its intention to set up a joint undertaking, the countries concerned may agree to undertake the necessary work for this purpose among themselves within the Organisation at their own cost, whatever the position adopted by other participating countries. The Working Parties or Study Groups set up in accordance with this paragraph shall keep the Steering Committee informed of their progress and report to it on their conclusions.

(c) When joint undertakings have been established on the initiative or with the assistance of the Agency.

- (i) The Steering Committee – or a Restricted Group of the Steering Committee composed of representatives of the countries which take part in the undertaking – shall exercise the functions assigned to it by the agreements concluded for the establishment of the undertakings concerned;
- (ii) The joint undertakings shall report each year to the Steering Committee and, where appropriate, to a Restricted Group of the Steering Committee on the state of their affairs and their development;

- iii) Le Comité de direction examinera les problèmes d'intérêt général que pourrait soulever le fonctionnement des entreprises communes en vue de proposer aux Gouvernements les mesures qui pourraient s'avérer nécessaires ;
- iv) Les accords conclus pour la création d'entreprises communes devront comporter des dispositions permettant aux pays participants ou à des groupes de pays participants qui ne prennent pas part à l'entreprise, d'y accéder ultérieurement ou de bénéficier des résultats de leur activité.

Article 6

a) Étant donné la nécessité de prévenir la prolifération de dispositifs nucléaires explosifs, un contrôle de sécurité sera établi en vue de garantir que le fonctionnement des entreprises communes et les matières, équipements ou services fournis par l'Agence ou sous sa surveillance, servent exclusivement à des fins pacifiques.

b) Le contrôle de sécurité pourra s'étendre, à la demande des parties, à tout accord bilatéral ou multilatéral ou, à la demande d'un pays participant, à toute activité de ce pays dans le domaine de l'énergie nucléaire.

c) L'organisation de ce contrôle et les fonctions de l'Agence relatives à son exercice, font l'objet d'une Convention spéciale sur le contrôle de sécurité.

Article 7

a) L'Agence devra favoriser le développement des recherches intéressant la production et les utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques dans les pays participants.

b) À cet effet, elle devra promouvoir, lorsqu'il y aura lieu, la conclusion d'accords en vue de l'utilisation en commun d'installations de recherche construites par les pays participants, ainsi que la création d'établissements communs de recherche dans les conditions prévues à l'Article 5 ci-dessus.

c) L'Agence devra favoriser l'échange d'informations scientifiques et techniques relatives à son objet entre les pays participants.

- (iii) The Steering Committee shall consider such problems of general interest as may be raised by the operation of joint undertakings, with a view to proposing any necessary measures to the Governments;
- (iv) The agreements concluded for the creation of joint undertakings should contain provisions under which participating countries or groups of participating countries not taking part in joint undertakings might subsequently accede to them or benefit from the results of their activities.

Article 6

(a) Given the need to prevent the proliferation of nuclear explosive devices, a security control shall be established with a view to ensuring that the operation of joint undertakings and the materials, equipment and services made available by the Agency or under its supervision shall be used solely for peaceful purposes.

(b) The security control may be applied, at the request of the parties, to any bilateral or multilateral agreement, or, at the request of a participating country, to any of that country's activities in the field of nuclear energy.

(c) The organisation of this control and the functions of the Agency relating to its exercise shall be the subject of a special Convention on security control.

Article 7

(a) The Agency shall encourage the development of research into the production and uses of nuclear energy for peaceful purposes in participating countries.

(b) To this end, it shall, where appropriate, promote the conclusion of agreements for the joint use of research installations built by participating countries and, in accordance with the conditions set forth in Article 5 above, the creation of joint research establishments.

(c) The Agency shall encourage the exchange of scientific and technical information related to its purposes between participating countries.

Article 8

- a) L'Agence devra :
- i) contribuer à la promotion, par les autorités nationales responsables, de la protection des travailleurs et du public contre les risques des rayonnement ionisants ainsi que de la préservation de l'environnement ;
 - ii) contribuer à la promotion de la sûreté des installations et des matières nucléaires par les autorités nationales responsables ;
 - iii) contribuer à la promotion d'un régime de responsabilité civile et d'assurance pour les dommages nucléaires ;
 - iv) encourager les mesures permettant d'assurer la meilleure utilisation des inventions brevetées dans le domaine de l'énergie nucléaire ;
 - v) contribuer, dans la mesure où cela est compatible avec les dispositions de l'Article 1b) ci-dessus, à l'élimination des obstacles aux échanges internationaux ou au développement de l'industrie nucléaire ;
 - vi) contribuer à la diffusion des informations qui peuvent être librement communiquées sur les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, en particulier en ce qui concerne la sûreté et la réglementation des activités nucléaires ainsi que la protection physique des installations et des matières nucléaires.
- b) Afin de réaliser les objectifs énoncés ci-dessus, le Comité de direction devra :
- i) soumettre aux pays participants des recommandations ou des règles communes pour servir de base à l'harmonisation des dispositions législatives et réglementaires nationales ;
 - ii) promouvoir la création entre les pays participants intéressés des services communs nécessaires, en particulier, pour la protection de la santé publique et la prévention des accidents dans l'industrie nucléaire.
- c) L'Agence entreprendra les activités visées aux paragraphes a) et b) ci-dessus, dans toute la mesure du possible en collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique et la Commission des Communautés européennes.

Article 8

- (a) The Agency shall:
- (i) contribute to the promotion, by the responsible national authorities, of the protection of workers and the public against the hazards of ionizing radiations and of the preservation of the environment;
 - (ii) contribute to the promotion of the safety of nuclear installations and materials by the responsible national authorities;
 - (iii) contribute to the promotion of a system for third party liability and insurance with respect to nuclear damage;
 - (iv) encourage measures to ensure the most efficient use of patented inventions in the field of nuclear energy;
 - (v) so far as may be consistent with Article 1(b) above, contribute to the elimination of obstacles to international trade or to development of the nuclear industry;
 - (vi) contribute to the dissemination of information which may be freely distributed on the peaceful uses of nuclear energy, in particular on the safety and regulation of nuclear activities as well as on the physical protection of nuclear installations and materials.
- (b) For the purpose of the above-mentioned objectives, the Steering Committee shall:
- (i) submit to the participating countries recommendations or common rules to serve as a basis for harmonizing national laws and regulations;
 - (ii) encourage the establishment between participating countries of joint services necessary, in particular, for the protection of public health and the prevention of accidents in the nuclear industry.
- (c) The Agency shall undertake its activities referred to in paragraphs (a) and (b) above, as far as possible in collaboration with the International Atomic Energy Agency and the Commission of the European Communities.

PARTIE II

Article 9

Le Comité de direction est composé de représentants de tous les gouvernements qui participent à la présente Décision.

Article 10

a) Le Comité de direction désigne chaque année parmi ses membres un Président et des Vice-présidents. Il adopte son Règlement intérieur.

b) Le Comité de direction peut formuler des avis, notamment sous forme de recommandations, aux pays participants sur toute question rentrant dans ses attributions.

c) Toutes les fois que des décisions engageant les Gouvernements doivent être prises en dehors des pouvoirs spécialement conférés au Comité de direction, celui-ci soumet des propositions au Conseil à cet effet.

d) Le Comité de direction fait rapport chaque année au Conseil sur l'exécution de son mandat et sur la situation et les perspectives de l'industrie nucléaire dans les pays participants.

Article 11

a) Les rapports et propositions élaborés par le Comité de direction doivent indiquer, le cas échéant, les différentes positions prises par ses membres.

b) Les décisions, avis ou recommandations du Comité de direction sont adoptés par accord mutuel de ses membres présents et votants.

PART II

Article 9

The Steering Committee shall be composed of representatives of all Governments which participate in the present Decision.

Article 10

(a) The Steering Committee shall designate each year a Chairman and Vice-Chairmen from among its members. It shall adopt its own Rules of Procedure.

(b) The Steering Committee may give its advice, in particular, in the form of recommendations, to participating countries on any question within its competence.

(c) Whenever it is necessary to take decisions which are binding on Governments and which exceed the powers specially conferred on the Steering Committee, the latter shall submit proposals to the Council to this end.

(d) The Steering Committee shall report each year to the Council on the execution of its duties and on the situation and prospects of the nuclear industry in participating countries.

Article 11

(a) The reports and proposals prepared by the Steering Committee shall, when appropriate, call attention to the different attitudes adopted by the members.

(b) The decisions, opinions or recommendations of the Steering Committee shall be adopted by mutual agreement of those of its members present and voting.

c) Toutefois, les décisions du Comité de direction relatives à l'adoption de l'ordre du jour, aux études à entreprendre, à la création de Groupes de travail et à l'envoi de questionnaires aux pays participants, sont adoptées à la majorité des membres du Comité de direction présents.

d) Les décisions engageant les Gouvernements, prises par le Comité de direction dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés, n'obligent que les pays qui les ont acceptées.

Article 12

a) Le Comité de direction peut créer les Commissions et Groupes de travail qu'il estime nécessaires pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions et leur confier l'exécution de toute tâche rentrant dans l'objet de l'Agence.

b) Des organismes restreints peuvent être créés pour l'étude de questions ou l'exécution de fonctions intéressant un groupe de pays participants dans les conditions prévues à l'Article 5 ci-dessus ou par décision du Conseil. Les dépenses spéciales afférentes aux travaux de ces organismes, telles que les frais d'études ou la rémunération d'experts, incombent aux pays intéressés.

Article 13

a) Le Comité de direction remplit ses fonctions en liaison avec les organes compétents de l'Organisation.

b) Le Comité de direction consultera ces organes sur les questions relevant de leur compétence. Ces organes consulteront le Comité de direction sur toute question relative à la production et aux utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Article 14

a) Le Comité de direction et ses organes subsidiaires sont assistés par le Secrétariat de l'Agence.

b) Les dépenses relatives au fonctionnement de l'Agence sont couvertes par le budget de l'Organisation. À cet effet, le Comité de direction prépare chaque année des prévisions de dépenses qui seront soumises à l'approbation du Conseil.

(c) However, decisions of the Steering Committee which relate to the adoption of the agenda, the undertaking of studies, the establishment of Working Parties and the submission of questionnaires to participating countries, shall be adopted by a majority of the members of the Steering Committee present.

(d) Decisions which are binding on Governments and which are taken by the Steering Committee within the powers conferred upon it shall commit only those countries which have accepted them.

Article 12

(a) The Steering Committee may establish such Commissions and Working Parties as it may consider necessary to assist it in the performance of its duties and entrust them with the execution of any task relevant to the purpose of the Agency.

(b) Restricted bodies may be established to study questions or execute functions of interest to a group of participating countries, in accordance with the conditions set forth in Article 5 above or in a decision of the Council. Special expenditure assignable to the work of these bodies, such as the cost of studies or the remuneration of experts, shall be chargeable to the countries concerned.

Article 13

(a) The Steering Committee shall perform its duties in collaboration with the competent bodies of the Organisation.

(b) The Steering Committee shall consult these bodies on questions which come within their competence. These bodies shall consult the Steering Committee on all questions relating to the production and uses of nuclear energy for peaceful purposes.

Article 14

(a) The Steering Committee and its subsidiary bodies shall be assisted by the Secretariat of the Agency.

(b) Expenditures relating to the working of the Agency shall be covered by the Budget of the Organisation. To this end, the Steering Committee shall prepare annual estimates of expenditure, which shall be submitted to the Council for approval.

c) Les dépenses de l'Agence soumises à des règles particulières de financement doivent faire l'objet de prévisions budgétaires séparées et les pays qui ne contribueraient pas au financement de ces dépenses doivent s'abstenir lors de l'approbation du titre correspondant du budget.

Article 15

a) Dans l'exécution de ses fonctions, le Comité de direction doit tenir compte des travaux entrepris par les autres Organisations internationales intéressées et peut, sous réserve des paragraphes *b)* et *c)* ci-dessous, coopérer avec ces Organisations.

b) Le Comité de direction établit, en accord avec le Conseil, des relations avec les Organisations internationales gouvernementales intéressées aux questions relatives à l'énergie nucléaire.

c) Le Comité de direction peut prendre contact avec les Organisations internationales non gouvernementales intéressées, dans le cadre de décisions ou arrangements approuvés par le Conseil.

Article 16

a) Les dispositions de la présente Décision n'affectent pas les droits et obligations résultant des traités antérieurement conclus par les Gouvernements participant à la présente Décision.

b) La présente Décision n'affectant pas l'exercice des compétences attribuées à la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM) par le Traité conclu à Rome le 25 mars 1957, l'Agence établit avec ladite Communauté une étroite collaboration dont les modalités seront fixées d'un commun accord.

Article 17

a) Les pays participants sont les pays dont les Gouvernements participent à la présente Décision.

(c) Expenditure of the Agency which is subject to special financial rules shall be covered by separate budgetary provisions and countries which make no financial contributions to such expenses shall abstain when the relevant item in the Budget is approved.

Article 15

(a) In the performance of its duties, the Steering Committee shall take account of the work done by other international Organisations concerned and may, subject to paragraphs (b) and (c) below, co-operate with them.

(b) The Steering Committee shall, in agreement with the Council, establish relations with international governmental Organisations concerned with nuclear energy questions.

(c) The Steering Committee may establish contact with international non-governmental Organisations concerned, within the framework of decisions or arrangements approved by the Council.

Article 16

(a) The provisions of the present Decision do not affect rights and obligations resulting from treaties previously entered into by Governments participating in the present Decision.

(b) Since the present Decision does not affect the exercise of competences granted to the European Atomic Energy Community (EURATOM) by the Treaty entered into at Rome on 25 March 1957, the Agency shall establish with the said Community a close collaboration, details of which shall be determined by common agreement.

Article 17

(a) Participating countries shall be countries the Governments of which participate in the present Decision.

(b) Any Member country of the Organisation, the Government of which does not participate in the present Decision, may notify the Secretary-General of

b) Tout pays Membre de l'Organisation dont le Gouvernement ne participe pas à la présente Décision peut notifier au Secrétaire général son intention d'y participer ; cette participation devient effective dès lors que le Conseil a donné son accord sur recommandation du Comité de direction.

c) Tout autre gouvernement invité par l'Organisation à participer à la présente Décision peut le faire en adressant au Secrétaire général une acceptation de cette invitation. L'Organisation peut suspendre ou mettre fin à cette participation en donnant par écrit à ce gouvernement un préavis d'un mois pour une suspension ou de douze mois pour un retrait.

d) Tout Gouvernement participant à la présente Décision peut y mettre fin en ce qui le concerne, en donnant un préavis d'un an à cet effet au Secrétaire général.

Article 18

Les dispositions du Protocole additionnel n° 1 à la Convention relative à l'Organisation de coopération et de développement économiques s'appliquent à la représentation de la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM) dans l'Agence et son Comité de direction, ainsi qu'à la participation de la Commission des Communautés européennes aux travaux de l'Agence et de son Comité de direction.

Article 19

La présente Décision entrera en vigueur le 1^{er} février 1958.

its wish to do so and shall become a participant in the Decision upon approval of the Council on the recommendation of the Steering Committee.

(c) Any other Government invited by the Organisation to participate in the present Decision may do so by addressing to the Secretary-General an acceptance of that invitation. The Organisation may suspend or terminate that participation by giving one month's written notice of suspension or twelve months' written notice of termination to that Government.

(d) Any Government participating in the present decision may terminate the application thereof to itself by giving twelve months' notice to that effect to the Secretary-General.

Article 18

The provisions of Supplementary Protocol No. 1 to the Convention on the Organisation for Economic Co-operation and Development shall apply to the representation of the European Atomic Energy Community (EURATOM) in the Agency and in its Steering Committee as well as to the participation of the Commission of the European Communities in the work of the Agency and of its Steering Committee.

Article 19

The present Decision shall enter into force on 1 February 1958.

OECD Publications, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16 - No. 79127 1995
PRINTED IN FRANCE